



## DÉLIBÉRATION N° DEL-099-2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 11 DECEMBRE 2025 A 18H30

*dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 5 décembre 2025

#### Étaient présents : (53)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Jean-Claude SCHIELIN, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENDELIN, Nathalie SINGHOFF, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMEIN, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

#### Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER, Monsieur Michel PFLIEGER.

#### Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (12)

Madame Fabienne BAMOND a donné procuration de vote à Monsieur Jean WEISENHORN,  
Madame Doris BRUGGER a donné procuration de vote à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Madame Danielle BUHLER a donné procuration de vote à Monsieur Christian SUTTER,  
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration de vote à Madame Agnès LORENTZ,  
Monsieur Georges HEIM a donné procuration de vote à Monsieur Matthieu HECKLEN,  
Madame Rita HELL a donné procuration de vote à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration de vote à Monsieur Rémi SPILLMANN,  
Monsieur Olivier PFLIEGER a donné procuration de vote à Monsieur Aurélio TOLOSA,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration de vote à Monsieur Stéphane STALLINI,  
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration de vote à Monsieur Fabien SCHOENIG,  
Monsieur Paul STOFFEL a donné procuration de vote à Madame Nathalie BUCHER,  
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration de vote à Monsieur Sylvain GABRIEL.

#### Étaient excusés sans représentation : (10)

Mesdames et Messieurs Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude EGGENSPIILLER, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Gérard GROELLY, André LEHMES, Estelle MIRANDA, Philippe RUFI.

#### Étaient non excusés : (14)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Agnès HARNIST, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Christophe LOUYOT, Isabelle STEFFAN, Hervé WALTER.

<b>APPROBATION DES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION</b>
---

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 53 – Procurations : 12 – Absents : 24 – Exclus : 0

Le Président rappelle qu'à l'instar du dispositif existant pour les salariés du droit privé, il a été créé un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics, qui a pour objectif, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts : le compte personnel de formation (CPF) et le compte d'engagement citoyen (CEC).

Le compte personnel de formation, mis en œuvre dans ce cadre, se substitue au droit individuel à la formation (DIF) et permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli.

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la Communauté de communes Sundgau.

Le Président rappelle l'importance de l'accompagnement des agents dans la réalisation de leur projet professionnel et ainsi la nécessité de leur accorder toutes facilités afin de permettre l'accomplissement de ce projet et propose les modalités de mise en œuvre suivantes :

- **Article 1 : Plafonds de prise en charge des frais de formation**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 6 mai 2017, sont décidés, en vue de la prise en charge des frais qui se rattachent aux formations suivies au titre de compte personnel de formation, les plafonds suivants :

**1.1. Prise en charge des frais pédagogiques**

Le budget annuel global consacrés aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF s'élève à 18 000 € pour un maximum de 12 dossiers à l'année, dans la limite de 1 500 € T.T.C. par projet.

Pourront s'ajouter un budget supplémentaire relatif aux reconversions professionnelles dans le cadre d'une inaptitude physique. Chaque dossier pourra alors bénéficier d'un budget maximum de 3 000 €.

**1.2. Prise en charge des frais occasionnés par le déplacement**

L'EPCI ne prendra pas en charge les frais occasionnés par les déplacements des agents lors des formations. Ces frais seront à la charge de l'agent.

- **Article 2 : Demandes d'utilisation du CPF**

La demande de l'agent devra suivre les étapes suivantes :

- Demande déposée au N+1, sur la base du formulaire prévu à cet effet, accompagné des pièces indiquées ;
- Le N+1 dépose la demande de l'agent entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre de l'année N au service RH ;
- Le service RH notifiera sa décision après le 31 octobre de l'année N.

Celle-ci comportera notamment les éléments suivants :

- La description détaillée du projet d'évolution professionnelle ;
- Le programme et la nature de la formation visée ;
- L'organisme de formation sollicité ;
- Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation.

- **Article 3 : Instruction des demandes**

Les demandes devront obligatoirement être présentées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre de l'année N. La CCS pourra déroger à cette période notamment si la somme inscrite au budget au titre du CPF n'est pas épuisée.

- **Article 4 : Critères d’instruction et priorité des demandes**

Types de formations retenus :

**PRIORITAIRES**

- préparations concours/examens FPT ;
- reconversion interne ;
- compétences transversales ;
- priorités stratégiques (numérique, écologique, etc ...).

**SECONDAIRES**

- bilan de compétences ;
- langues, certifications ;
- reconversion externe réaliste.

**NON PERTINENTES**

- Loisirs, bien-être ;
- Culture, art ;
- Formations sans lien.

Chaque situation sera ensuite appréciée en considération des critères suivants :

- Pertinence du projet ;
- Perspectives d’emplois ;
- Viabilité économique du projet ;
- Utilité personnelle sur le poste ;
- Utilité collective ;
- Cofinancement ;
- Qualité du prestataire ;
- Ancienneté au sein de la CCS ;
- Pénibilité dans le poste actuel ;
- Financement.

- **Article 5 : Réponse aux demandes de mobilisation du CPF**

La décision du Président sera adressée par écrit à l’agent après le 31 octobre. En cas de refus, celui-ci sera motivé.

Lors de la séance du 4 décembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** l’ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d’activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

**VU** le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d’activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

**VU** l’avis favorable n° CST/11/01 du Comité Social Territorial en date du 5 novembre 2025 relatif au règlement de formation ;

**VU** l’avis favorable du Bureau du 4 décembre 2025 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

**DECIDE** d'adopter les modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation telles qu'indiquées ci-dessous et dans le document ci-annexé.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 17 décembre 2025  
Le Président  
Gilles FREMIOT

